

pendant cette période et lors de sa libération décalée. Il éclaire les crimes de guerre des Allemands contre les civils lors de la libération de la Bretagne, un champ d'étude en plein essor avec le dictionnaire des *Fusillés (1940-1944)*, déjà publié sous l'égide du Maitron aux éditions de l'Atelier en 2015, et celui en cours des otages et des massacrés, tout en s'intéressant au sort des vaincus. À partir de multiples fonds d'archives, il décortique les pratiques de l'armée allemande régulière et de ses supplétifs. En effet, ce ne sont pas des régiments SS qui en 1944 ont appliqué les violences de guerre du front de l'Est en Bretagne occupée (arrestations, tortures, exécutions de masse, incendies de maisons et de fermes...). Dans leur combat contre les résistants et les FFI, des officiers subalternes, nazis ou non, n'ont guère fait la distinction entre combattants et population civile assimilée à des « terroristes ». Internés comme prisonniers de guerre en 1945, les auteurs de ces crimes cherchent à se dissimuler dans la masse des prisonniers de guerre, sachant que certains des plus compromis ont été exfiltrés par mer vers Saint-Nazaire en 1944 et ont pu regagner l'Allemagne, échappant souvent à la justice. Quant aux accusés, ils rejettent la responsabilité sur leurs supérieurs et sur la sacro-sainte obéissance aux ordres. Soulignons qu'un utile tableau de huit pages (en annexe) et des cartes recensent la date, le lieu, et le nombre de victimes des exactions allemandes de 1944 dans une partie du Morbihan et du sud-Finistère.

Christian BOUGEARD

Erwan LE GALL et François PRIGENT (dir.), *C'était 1958 en Bretagne. Pour une histoire locale de la France*, Rennes, Éd. Goater, 2018, 526 p.

Les codirecteurs de cet ouvrage ont déjà œuvré ensemble chez le même éditeur en 2016 pour *C'était 1936*¹⁷. On retrouve ici la même volonté d'étudier un moment-clé de notre histoire avec un regard décentré par rapport à l'habituel regard parisien et ici algérois, surtout pour mai 1958. L'introduction et la conclusion remarquables de l'ouvrage affirment, voire revendiquent l'écriture d'une histoire « locale », ce qui peut paraître comme une provocation à l'heure de la tyrannie de l'international dans les universités et du rejet du « local ». Mais le regard non parisien, décalé, ouvre de nouvelles perspectives et permet de nuancer l'analyse historique lors de ce « moment » crucial pour la France. La série d'études locales ou régionales proposée au lecteur permet de varier sans cesse l'échelle d'analyse dans un constant va-et-vient entre le « local » et le national, voire l'international car la guerre d'Algérie ne concerne pas que la France.

1958 en Bretagne est abordé sous trois angles : le politique, l'impact des « événements » d'Algérie, l'évolution sociétale. En procédant ainsi, les auteurs

17. Cf. mon compte rendu dans ces colonnes, t. xcv, 2017, p. 487-489.

entendent aller du plus visible au plus imperceptible pour le contemporain lui-même, alors qu'il vit des bouleversements en profondeur moins en 1958 que dans les « années 1958 ». L'état de la recherche ne permet pas une synthèse globale, mais bien des articles synthétiques, comme celui de Christian Bougeard¹⁸ sur les élections législatives de novembre 1958 ou des éclairages sur des points précis suscitent de nouvelles interrogations, tandis que les introductions de chaque partie posent toujours fort bien la problématique de chacune d'entre elles.

Contrairement aux idées reçues, les élections de novembre 1958 ne sont pas un séisme en Bretagne, même si des personnalités de la IV^e République sont éliminées ; la démocratie-chrétienne et le centre gauche résistent bien et l'Union pour la nouvelle République (UNR) ne réussit pas de véritable percée, même en s'appuyant sur les anciens réseaux du Rassemblement du peuple français (RPF). Des études sur l'arrondissement de Châteaulin, sur le Morbihan, montrent la complexité des évolutions dues aux territoires ; l'ancrage territorial révèle le poids de l'économie locale, de la culture propre à chacun d'eux. L'étude de trajectoires individuelles en milieu rural souligne de nouveau le rôle de la Jeunesse agricole catholique (JAC) pour toute une génération ; en revanche, une militante communiste à Roscoff, venue de la région parisienne, se retrouve doublement en *terra incognita*. Un *focus* sur le 13 mai dans le Finistère témoigne de l'impossible résistance à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle tandis qu'à travers les voyages de celui-ci la relation à la population du président de la République commence à changer.

La séquence politique de 1958, c'est aussi la relation de la Bretagne à l'Algérie qui n'est pas centrale comparée à la région parisienne ou à Marseille. Cependant, ce regard décentré témoigne que les « événements » d'Algérie sont bien présents en Bretagne alors que les Algériens résidant dans la région sont peu nombreux. La conscription touche une société profondément pacifiste après l'épreuve des deux guerres mondiales. Rennes, chef-lieu de la X^e région militaire, est le siège du tribunal permanent des forces armées ; la ville se trouve de ce fait au cœur de la répression, tandis que mai 1958 marque un basculement dans la surveillance administrative renforcée des Algériens. Elle est aussi l'une des quatre communes qui « accueille » les assignés à résidence, en l'occurrence au camp de la Marne ; celui-ci fait partie de ces camps d'internement « recyclés » au gré des changements politiques (internement d'étrangers, de prisonniers de guerre français, coloniaux, allemands...). La presse et les témoignages permettent aussi de nuancer les perceptions de cette période, qu'il s'agisse des prises de position d'hommes politiques, de jeunes, de militants, etc. Cette guerre qui ne dit pas son nom traverse les partis politiques et provoque des tensions majeures à droite (Centre national des indépendants et paysans [CNIP]) comme à gauche (Section française de l'Internationale ouvrière [SFIÖ] à Saint-Brieuc). Les

18. Malencontreusement oublié de la table des auteurs p. 524. Par ailleurs, le sommaire p. 6-7 ne comporte curieusement pas les noms des auteurs de chapitres.

intérêts économiques jouent aussi leur rôle, expliquant en partie les prises de position d'Hervé Nader, député de Quimper, résistant, UNR avec réticence qui, négociant en vin d'Algérie, n'accepte pas les prises de position du président de la République sur l'Algérie à partir de 1959. Dans cette région où la démocratie-chrétienne domine, l'ouverture à l'Autre, l'opposition à la torture contribuent à des attitudes, des prises de position qui bousculent les représentations traditionnelles, comme ces jeunes de Morlaix qui aident et nouent des liens avec des Algériens résidant dans la ville, ou *Ouest-France* plus modéré que ses confrères, qui insiste sur les notions de sous-développement. Entre les archives officielles et les témoignages, on peut percevoir toutes les nuances des représentations vis-à-vis de l'Algérie mais c'est aussi tout l'impensé colonial qui est sous-jacent.

La dernière partie évoque la société dans les « années 1958 », c'est-à-dire la décennie qui s'écoule du milieu des années 1950 au milieu des années 1960. Les différentes contributions s'appuyant sur les sources écrites comme sur des témoignages révèlent une Bretagne encore très traditionnelle certes, mais qui aspire à une certaine modernité, en particulier pour la vie quotidienne. La population rurale et ouvrière est peu mobile faute de moyens de transport routier (peu de voitures), excepté la bicyclette, ou en raison de la durée du transport par voie ferrée (plus de quatre heures entre Rennes et Paris et le double pour un Paris-Brest). Dans la société bretonne, la prégnance des valeurs familiales est forte ; le jeune qui habite chez ses parents leur donne sa paie. Dans une Bretagne dont les villes détruites (Brest, Lorient, Saint-Malo, Saint-Nazaire) ne sont pas encore totalement reconstruites, le poids de la Seconde Guerre mondiale est très présent tandis que le télescopage entre 1958 et le souvenir de 1914-1918 rappelle que l'on ne se soustrait pas à son devoir militaire. Le poids des valeurs familiales freine aussi dans une certaine mesure la modernité capitaliste : l'industrie de la chaussure à capital familial et qui entend le rester ne peut résister à la concurrence, faute de spécialisation et de rationalisation. Cependant, la Bretagne des « années 1958 » cherche la modernité selon sa propre voie ; le Comité d'études et de liaison des intérêts bretons (CELIB) en est l'emblème. Celui-ci est déstabilisé par le passage à la V^e République, moins sensible à l'aménagement du territoire ; après une phase d'observation, le CELIB passe dans l'opposition en 1962. La modernité passe aussi par les médias et le rôle des masses. Si la presse régionale, en particulier *Ouest-France*, est largement diffusée dans la population, d'autres publications plus spécialisées comme *Le Petit Écho de la mode* (1880-1983) fondé par des notables bretons, installé à Châtelaudren et à Paris, destiné à un public féminin, a su constamment se renouveler et s'adresse aussi aux citoyennes. La culture bretonne n'y est pas présente, à la différence du cinéma des frères Caouissin. Enfin, le développement du sport sous l'égide des patronages catholiques et laïques trouve un nouvel écho avec le cyclisme, sport très populaire en Bretagne, mais la nouvelle génération qui suit Louison Bobet est stoppée dans son élan par le service militaire en Algérie pendant plus de deux ans. Quoi qu'il en

soit, les nombreuses étapes du Tour de France qui passe en Bretagne donne aussi à voir la Bretagne tandis que le sport fait l'objet des attentions du nouveau régime.

Avec cet ouvrage, l'on dispose d'un état de la recherche en Bretagne sur les « années 1958 ». Certes, tout ne pouvait être abordé compte tenu des travaux en cours, mais il permet de prendre la mesure de l'impact de la crise politique de 1958 sous tous ses aspects : politiques, syndicaux, coloniaux et cela dans une société encore peu moderne, même si des transformations sont en cours. Les co-directeurs ont su offrir un regard décentré sur cette période et en montrer tout l'intérêt grâce à un jeu d'échelles qui rappelle opportunément que la France n'est pas un territoire homogène et que ce type d'analyse peut apporter beaucoup à la compréhension des événements nationaux.

Jacqueline SAINCLIVIER

Bertrand FRÉLAUT, Georges PROVOST et YVON TRANVOUEZ (dir.), *Le petit séminaire de Sainte-Anne-d'Auray : histoire et héritage*, Sainte-Anne-d'Auray, Académie de musique et d'arts sacrés, 2018, 203 p.

Les actes qui viennent de paraître sont l'aboutissement d'un colloque qui s'est déroulé dans les murs de l'ancien petit séminaire de Sainte-Anne-d'Auray, les 16 et 17 octobre 2015. Ce colloque, organisé par l'Académie de musique et d'arts sacrés, fut le premier d'une série. Il fut consacré, à tout seigneur tout honneur, à l'histoire de l'institution qui occupa le lieu. On ne pouvait trouver mieux pour l'exercice ! Suivant la même formule, d'autres thèmes furent abordés dans les mêmes lieux et sous le même format les années qui suivirent, *Les catholiques bretons dans la grande guerre* en 2016, et *Comment devient-on Jean-Pierre Calloc'h ?* en 2017 (il fut formé au petit séminaire), deux ouvrages publiés par le Centre de recherche bretonne et celtique, également recensés dans ce volume. En revanche, c'est l'Académie de musique et d'arts sacrés elle-même qui a pris en charge le présent volume, réalisé grâce au travail actif de Georges Provost. Le volume est dédié à la mémoire de Bertrand Frélaud qui livrait en 2015 ses dernières recherches sur le Morbihan et le petit séminaire.

Le couvent des Carmes sous l'Ancien Régime devient en 1815 un petit séminaire sur les conseils de Gabriel Deshayes, alors curé d'Auray. Ce premier petit séminaire breton est dirigé à l'origine par les jésuites et, après leur éviction en 1828, par le clergé diocésain et rayonne sur tout le Morbihan, attirant entre 200 et 400 élèves chaque année. Il ne connaît qu'une seule interruption, entre 1907 et 1920. Il forme plusieurs personnalités importantes, comme le père du *Barzaz-Breiz*, Théodore Hersart de La Villemarqué, Jean-Pierre Calloc'h ou Adolphe Duparc, le futur évêque de Quimper et Léon. Certes, l'institution cesse son activité en 1978 (comme la plupart des petits et grands séminaires français) mais devient dans la foulée un collège-lycée catholique, Sainte-Anne Saint-Louis. La vocation du site comme lieu d'enseignement s'exerce ainsi en continu pendant quasiment deux siècles. L'occasion était offerte pour faire